Identité fasciste, identité latine, identité européenne : le regard des intellectuels français de l'entre-deux-guerres

Ralph Schor

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/8845>

DOI : 10.4000/cdlm.8845

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 décembre 2017

Pagination : 47-55

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Ralph Schor, « Identité fasciste, identité latine, identité européenne : le regard des intellectuels français de l'entre-deux-guerres », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 95 | 2017, mis en ligne le 15 juin 2018, consulté le 20 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/8845> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cdlm.8845>

Ce document a été généré automatiquement le 20 janvier 2021.

© Tous droits réservés

Identité fasciste, identité latine, identité européenne : le regard des intellectuels français de l'entre-deux-guerres

Ralph Schor

- 1 Dans l'entre-deux-guerres, les intellectuels français, écrivains, journalistes, essayistes, sociologues, qui effectuaient souvent des voyages en Italie, observaient avec un vif intérêt la mise en place et le fonctionnement du régime fasciste. Ils s'interrogeaient sur la nature de cette expérience et se demandaient si elle s'accordait avec la tradition européenne. Cet examen revêtait une dimension politique car, de la réponse donnée, dépendaient les possibilités de coopération internationale et, plus particulièrement, l'incarnation de l'unité latine si souvent invoquée. En somme, si l'Italie s'écartait des racines culturelles du vieux continent et de l'héritage de la latinité, elle s'isolait de ses voisins, surtout de la France, et menaçait l'équilibre, voire la paix établie depuis 1918.

Une approche de l'identité européenne

- 2 Pour les intellectuels français, l'identité européenne constituait un concept que chacun ressentait plus ou moins, mais qui se révélait difficile à définir. Certains insistaient sur ce que cette identité n'était pas. En la matière, la mondialisation sur le modèle américain représentait un repoussoir. Ainsi Georges Duhamel, qui avait visité les États-Unis, publia, à son retour, un livre à succès, *Scènes de la vie future* (1930)¹ et, plus tard, *Au chevet de la civilisation* (1938)² ouvrages dans lesquels il mettait les Français en garde contre le consumérisme à l'américaine, la tyrannie de la réclame, l'asservissement de l'homme à la machine. En 1931, un essai au titre explicite, *Le cancer américain*, de Robert Aron et Arnaud Dandieu³, dénonçait avec une égale sévérité l'impérialisme économique « yankee », le culte de la production, l'invasion du matérialisme.

- 3 De fait, le matérialisme semblait incarner l'antithèse de l'identité européenne. Quand il s'agissait de qualifier positivement celle-ci, les penseurs français la définissaient généralement comme une communauté spirituelle, une tradition intellectuelle et morale reposant sur trois racines fondamentales : l'esprit grec, l'ordre romain et l'idéalisme chrétien. En d'autres termes, Rome, qui avait été le centre de l'Empire antique dans lequel elle avait répandu sa culture et qui restait la capitale du monde catholique, avait légué des valeurs inestimables et tenait encore une place particulièrement importante. Le journaliste et essayiste Maurice Martin du Gard n'hésitait pas à affirmer : « Sans Rome [...] nous serions des barbares »⁴. Pierre de Nolhac, de l'Académie française, dans un poème intitulé « *Roma aeterna* », célébrait la richesse du legs laissé par la ville du Tibre :

Rome, tu ne meurs pas. Après dix-neuf cents ans
 Nous n'avons point cessé d'user de tes présents ;
 Car, dans ces temps nouveaux, tu poursuis ta fortune ;
 Tu donnes aux Latins leur grande âme commune⁵.

- 4 Pour les intellectuels français, la civilisation européenne trouvait son incarnation la plus parfaite dans l'identité latine. Le journaliste Gabriel Boissy, comme beaucoup de ses confrères, se disait persuadé que la Méditerranée constituait un creuset singulier sur les bords duquel s'était façonné un esprit toujours vivant ; il invoquait « le fait physique qui, par les vertus conjuguées du soleil, du flot azuré, du loisir et de la nourriture a favorisé l'éclosion d'une âme particulière »⁶. Ce fait méditerranéen, que les littéraires avaient découvert d'instinct, les scientifiques, avec toute l'autorité qui s'attachait à leur jugement, en confirmaient l'existence. *L'idée latine*, revue française prônant le rapprochement de la France et de l'Italie⁷, publia un long article du professeur Nicola Pende, médecin, recteur de l'Université de Bari, sénateur du royaume d'Italie, pour qui la race méditerranéenne « se place en tête des races blanches pour la fécondité, l'énergie musculaire et la résistance vitale » ; il attribuait ces qualités à « l'action plurimillénaire du climat marin et du soleil sur la thyroïde et sur les glandes génitales ». Il concluait que le type humain issu de ce creuset « était biologiquement préparé à recevoir la semence de l'éternel génie latin » et que « ni des raisons économiques, ni des raisons politiques ne pourront jamais s'opposer aux lois éternelles de la biologie humaine »⁸.

- 5 Au cours des siècles, la civilisation euro-méditerranéenne s'était épanouie et avait laissé un héritage unique. Et d'abord dans le domaine de la création artistique. L'historien et homme politique Gabriel Hanotaux rappelait :

Comment ne pas admirer la décision providentielle qui, dans ce creuset des peuples, a fait naître tant de génies prédestinés : Hésiode et Homère, Eschyle et Sophocle, Phidias et Praxitèle, Moïse et David, Socrate et Platon, Aristote et Archimède, Virgile et Horace, les architectes des pyramides et ceux du Parthénon, les architectes de la Maison carrée et ceux de la Turbie, comme pour faire jaillir, de ce faisceau lumineux, le rayon immortel de la latinité⁹.

- 6 Rome avait donné à l'Europe des principes juridiques précieux comme la notion d'indivisibilité de l'État, bien différente des monarchies asiatiques ou germaniques qui considéraient l'État comme la propriété du souverain et divisaient celui-ci entre ses héritiers. L'essayiste Louis Dumont-Wilden, Belge installé en France, constatait : « Pour le Romain, l'État c'est la chose de tous, la *res publica*. L'État appartient à l'ensemble des citoyens, c'est-à-dire à personne »¹⁰. Dans le domaine spirituel, le christianisme, autre legs de l'Antiquité, représentait une religion non pas ésotérique, mais offrant une

morale sociale, fondée sur les valeurs de l'amour, de l'égalité, de la justice, de la liberté, s'opposant ainsi à des comportements négatifs comme la force, l'instinct, la haine. Les principes chrétiens s'étaient généralisés à toute la culture méditerranéenne. Celle-ci, certifiât Gabriel Boissy, était « la seule qui considère l'homme en soi, qui, dans tous les hommes, respecte l'homme, créant ainsi l'humanisme »¹¹.

- 7 Rome avait certes unifié l'Europe par la force de ses armes. Mais, dans les faits, assurait Élie Faure, « le Romain était sinon pacifiste, du moins pacificateur »¹². Les échanges entre conquérants et conquis s'étaient révélés nombreux et féconds. Rome, en conquérant la Gaule, s'était enrichie d'un sang neuf et avait permis aux territoires soumis de se développer dans la paix. Pierre de Nolhac célébrait ces échanges en alexandrins :

Rome, nous apportant son génie et ses lois,
Se rajeunit, renaît dans le pays gaulois¹³.

- 8 Les Européens, marqués par le passé romain, étaient réputés garder une nostalgie de l'unité, de la *Pax romana*, qui garantissait un pouvoir central juste, des usages et une morale universels, une langue commune. Julien Benda rappelait que beaucoup d'hommes ambitieux avaient acquis leur grandeur et leur place dans l'histoire pour avoir voulu reconstituer l'empire dont ils gardaient la mémoire, ainsi Charlemagne, Othon, Frédéric II : « Ces hommes d'autrefois furent très grands avec leurs yeux fixés sur une Idée, sur un Universel abstrait et éternel »¹⁴.

- 9 Le caractère universel des valeurs héritées de Rome faisait que, selon Georges Duhamel, « l'esprit européen, avant la guerre, se confondait assez bien avec l'idée de civilisation »¹⁵. Mais, de l'avis général, cette situation appartenait au passé et l'identité européenne subissait une crise grave, comme l'observait le journaliste Pierre Daye : « Plus rien ne paraît solide ni définitif. Une civilisation, la nôtre, perd foi en sa pérennité, commettant ainsi le plus affreux péché contre soi-même »¹⁶. Cette crise résultait de la combinaison de plusieurs facteurs souvent énumérés : la terrible secousse du premier conflit mondial, l'émergence de nouvelles puissances extra-européennes, la dépression mondiale née aux États-Unis en 1929 et, considérée plus ou moins comme la résultante de tous ces facteurs, la poussée des nationalismes. La majorité des États du vieux continent étaient accusés de promouvoir leurs intérêts particuliers au détriment du sentiment commun européen, comme le déplorait Paul Valéry :

Chaque nation, aujourd'hui, tend à se cloisonner, à se faire une île, une région fermée, se suffisant à elle-même, vivant de ses ressources propres ; et d'ailleurs essayant d'établir dans son peuple même une homogénéité plus ou moins parfaite, soit ethnique, soit politique, soit économique¹⁷.

- 10 Pierre Daye regrettait le caractère mystique de l'idée nationale qui poussait aux extrémismes. Wladimir d'Ormesson prédit dès 1923 que les nouveaux États d'Europe centrale bâtis sur les ruines de l'Empire autrichien « nous préparent un long avenir de périls, de pièges et de difficultés » et conclut : « Il est à craindre qu'aucun principe social ne porte en lui plus de germes de guerre que le principe des nationalités »¹⁸.
- 11 Certains intellectuels pensaient que l'Europe pourrait préserver ses valeurs et sa singularité par l'unification. Ils regrettaient souvent l'échec du projet fédéral présenté par Aristide Briand car, comme l'écrivait le radical pacifiste Gaston Riou, dans un livre au titre significatif, le dilemme était simple : *S'unir ou mourir*¹⁹. Julien Benda, sans nier les nécessités économiques et politiques de l'union du vieux continent, insistait sur la

dimension spirituelle. Il rappelait que l'union avait toujours échoué quand elle avait été imposée par la force d'un conquérant ou d'un tyran. Aussi fallait-il instruire les Européens, leur faire comprendre qu'ils pouvaient se rapprocher pacifiquement sans perdre leurs particularités. L'idéal était d'amener les Européens « à se sentir d'une région d'eux-mêmes où les différences s'amortissent »²⁰. Comme les institutions internationales mises en place au lendemain de la Grande Guerre avaient globalement échoué, certains spécialistes préconisaient une solution moins ambitieuse et plus réaliste : la création d'ententes régionales entre États possédant des affinités culturelles. Émile Borel, président du Comité français de coopération européenne, précisait :

Il serait bon, avant de constituer l'ensemble, d'essayer d'organiser des ententes régionales entre les peuples qui sont voisins, qui ont entre eux une communauté de sentiments, de traditions, de langue. Ces ententes ne devraient pas être considérées comme des alliances hostiles aux autres peuples, mais comme un moyen de préparer les ententes internationales²¹.

Les ambiguïtés de l'identité fasciste, chances pour une entente franco-italienne

- 12 L'avènement et l'affirmation de l'État fasciste sur la scène internationale posaient la délicate question de savoir si la Rome nouvelle était l'héritière de la Rome antique et si une entente régionale franco-italienne, fondée au moins sur les liens moraux, se révélait possible. La plupart des observateurs s'accordaient à reconnaître que le régime mussolinien, d'essence dictatoriale, s'écarterait de la tradition européenne. Pierre Daye constatait : « Mussolini qui, sans hypocrisie, s'affirme disciple de Machiavel, a enterré la religion libérale et démocratique sous son mépris »²². Daniel Halévy précisait que le Duce incarnait la figure italienne traditionnelle du tyran, guide tout-puissant exerçant son pouvoir avec l'appui d'une partie de la population et rappelait cette formule de la « mystique fasciste » enseignée aux enfants : « *Credere, obbedire, combattere* »²³. Un représentant de Mussolini, Federico Coppola, venu participer en 1934 à un colloque sur *L'avenir de l'esprit européen*, souligna lui-même que les idées de liberté, d'égalité, de fraternité étaient périmées²⁴. Tous relevaient les pratiques antidémocratiques ayant cours dans la péninsule, le goût de la violence inhérent au fascisme, le nationalisme exacerbé de celui-ci, le culte de la personnalité rendu au Duce. André Suarès, très hostile au maître de Rome, assurait que ce dernier souffrait d'une maladie qu'il appelait « romanite... fièvre intermittente [...] qui naît du marais, celui de la conscience croupie, qui se respire uniquement elle-même dans l'adoration de soi »²⁵ ; il ajoutait que « la guerre est l'alibi des dictateurs »²⁶ et concluait que « l'empire est la vérole de l'Europe politique [...] ». Les politiques italiens en sont le tréponème »²⁷.
- 13 Cependant, beaucoup d'intellectuels français qui effectuaient des voyages en Italie pour étayer leur opinion aboutissaient à des constats plus modérés, ainsi, parmi de nombreuses cohortes de visiteurs, Henri Bordeaux, Henri Béraud, Paul Hazard, Roland Dorgelès, Louis Madelin, Robert de Flers, Louis Bertrand, Abel Bonnard, Pierre de Nolhac, Bertrand de Jouvenel, Pierre Gaxotte, Robert Brasillach, Lucien Rebatet, Maurice Bedel... Tous, anticomunistes et plus ou moins réservés face au nazisme, cherchaient des modèles ou des clefs pour ranimer la vieille amitié des sœurs latines. La plupart, après avoir été reçus par Mussolini et une fois rentrés en France, émettaient un jugement plutôt indulgent. Comme le remarque Christophe Poupault, aucun ne

publia un bilan analogue au sévère *Retour d'URSS* d'André Gide²⁸. Ils ne pensaient pas que la nature du fascisme constituât un argument décisif pour priver l'Italie du label européen. Le syndicaliste Gaston Tessier rappelait au contraire le lien puissant que constituait la fraternité latine :

Entre les deux grandes nations voisines qui représentent dans le monde moderne deux aspects essentiels de la latinité, il existe une forte attirance, un courant de sympathie réciproque à peine contrarié, à certaines heures, par des divergences d'intérêt²⁹.

- 14 Beaucoup d'intellectuels juifs célébraient le creuset méditerranéen dans lequel ils se sentaient à l'aise, entre la France et l'Italie à qui ils attribuaient une même vocation humaniste. Henri Béraud faisait du Duce une sorte de synthèse de la latinité : « En Benito Mussolini, il y a du Sylla, du Colleone, du Savonarole, du Masaniello, du Garibaldi. Il y a même du Spartacus »³⁰. *Le Temps* mettait l'accent sur la francophilie du maître de l'Italie : « M. Mussolini, soit dans ses déclarations, soit dans ses entretiens privés, ne manque jamais de manifester des sympathies pour notre pays »³¹. Certains observateurs célébraient l'œuvre du fascisme, œuvre grandiose et nécessaire : dans ce pays désordonné, encore pauvre, le Duce insufflait de l'ordre, de la vitalité, de la richesse. Par ce dynamisme, l'Italie nouvelle se rapprochait de son modèle antique. En se réconciliant avec le Saint-Siège et en supprimant la lutte des classes, le fascisme, notait Gonzague de Reynold, « a durablement travaillé pour l'ordre et pour la paix du monde »³². Avant 1935, plusieurs observateurs crurent que Mussolini adhérerait sincèrement à la SDN et cherchait des solutions internationales aux difficultés de son pays. Quelques Français, allant plus loin, croyaient avoir trouvé un modèle politique et social dans le pays des chemises noires. Georges Valois fut de ceux-là, au moins dans les premiers temps d'existence de son mouvement au nom explicite, le Faisceau. Il pensait que le fascisme, au-delà des conditions spécifiquement italiennes de sa naissance, revêtait une dimension universelle : « Il est la volonté de création de l'État en vue du bien social et national dans un monde économique où l'État libéral n'a absolument aucun moyen d'action »³³. Georges Valois ajoutait que le fascisme se situait dans la filiation du grand mouvement né en 1789 : « Il s'y rattache ; il le prolonge ; il le dépasse en lui donnant une conclusion que les peuples cherchent depuis un siècle »³⁴. Dans *Le Figaro*, Alfred Mallet prenait acte avec faveur de l'échec de la démocratie :

Le Duce aime à proclamer qu'il a balayé la démocratie, la ploutocratie et la franc-maçonnerie. Mais que pèsent ces idoles en comparaison du programme national, technique, dynamique qu'il a donné à l'Italie ?³⁵

- 15 Les modérés, qui rêvaient de construire une entente franco-italienne fondée sur la fraternité latine, cherchaient à atténuer ou relativiser les obstacles idéologiques. Ils remarquaient que le fascisme admettait l'inégalité des peuples, mais ils ajoutaient que ce système de pensée ne croyait pas à l'hérédité, ce qui revenait à dire que, pour lui, un inférieur pouvait s'élever aux fonctions supérieures. De la sorte, il apparaissait aux Français que l'Italie mussolinienne ne pouvait être taxée de racisme et qu'elle se rallierait un jour au véritable humanisme. Fondamentalement, les modérés croyaient aux possibilités d'évolution de Mussolini, d'autant que celui-ci apparaissait comme un empirique. Jean G. Lossier, dans *L'avenir de la latinité*, garantissait : « Le fascisme, comme tous les systèmes politiques, s'assouplira, s'humanisera, cela peut-être sous l'influence française »³⁶. Le rapprochement politique franco-italien ne signifiait pas que la France dût importer chez elle les principes fascistes. Maurice Martin du Gard assurait : « Rien

ne doit séparer le Tibre de la Seine, et surtout pas le régime fasciste. Le fascisme n'est pas un article d'exportation »³⁷.

- 16 Les avocats de l'entente franco-italienne soulignaient la communauté d'intérêts liant les deux pays, particulièrement en Méditerranée. Le journaliste Camille Aymard, énumérant les territoires contrôlés par Rome, la péninsule elle-même, les îles métropolitaines, le Dodécanèse, la Libye, concluait : « La Méditerranée est, avant tout, une mer italienne. L'Italie tout entière y vit et y respire »³⁸. Voilà pourquoi l'alliance du pays latin avec la septentrionale Allemagne semblait illogique et artificielle aux Français. Quant à la Grande-Bretagne, présente elle aussi en Méditerranée, elle était accusée de vouloir séparer la France et l'Italie par « froid égoïsme »³⁹, pour mieux préserver sa domination. La France, d'après les intellectuels italophiles, ne nourrissait aucun projet de cette nature. Aussi les accords Mussolini-Laval de décembre 1934 furent-ils accueillis avec faveur. Cette entente semblait consolider la paix et réintroduire l'Italie dans la véritable Europe.

Les obstacles à une entente latine

- 17 Certains intellectuels doutaient que, malgré quelques facteurs favorables, un rapprochement sincère et solide s'avérât possible entre les deux prétendues sœurs latines. Avant même l'arrivée de Mussolini au pouvoir, Alfred Vouillée, adepte des explications relevant de la psychologie sociale, notait que les deux pays ne concevaient pas les relations internationales sous le même angle :

Le cosmopolitisme français veut mettre la France au service de l'humanité, tandis que le cosmopolitisme italien, comme celui des Romains, veut faire servir l'humanité à la grandeur de la patrie⁴⁰.

- 18 La politique fasciste paraissait aussi de nature à compromettre toute entente réelle et solide avec la France. En effet, Mussolini qui exigeait le retour à leur « mère-patrie » de Nice, la Savoie, la Corse, la Tunisie, était accusé de toujours s'abaisser devant l'impérialisme britannique et d'accepter sans réagir toutes les humiliations infligées par l'Allemagne. En revanche, tout ce qui venait de Paris l'exaspérait comme le soulignait avec vigueur André Suarès :

Que les Italiens soient toujours disposés à tout pardonner aux Allemands, même après cent cinquante invasions et dix siècles de servitude, voilà qui n'est pas si facile à comprendre. Cependant, la moindre opposition qui vient de Paris, la moindre raillerie leur semble une intolérable offense, et l'offense fait aussitôt naître en eux l'exécration, le cri indigné, l'insulte forcenée, l'appel à la vengeance⁴¹.

- 19 Le Duce faisait en somme de la France le coupable imaginaire de tous ses déboires, à en croire notamment Charles d'Ydevalle : « Catastrophe de l'Anschluss, déboires en Espagne, difficultés en Abyssinie, échec complet en Europe centrale, tout est matière à colère anti-française »⁴². En fait beaucoup d'observateurs français expliquaient que l'attitude de Rome était fondée sur une jalousie systématique. Maurice Bedel, après avoir constaté que, de l'autre côté des Alpes, « il y a toujours du Français à manger », concluait : « Arrivée trop tard au théâtre de l'Europe, l'Italie occupe un strapontin auprès de notre fauteuil »⁴³. Pour André Suarès, ce dépit et cette haine anti-française rendaient impossible tout accord : « L'Italie ne se sent à son vrai rang que si elle dépossède la France du sien »⁴⁴.

- 20 Les juifs français, observant l'adoption de lois antisémites en Italie à la fin des années 1930, dans cette Italie qui leur était si chère, se déclaraient profondément déçus et inquiets, bien qu'ils ne voulussent pas mettre sur un même pied l'antisémitisme allemand et son imitation transalpine : « Nous ne pouvons concevoir que le racisme germanique paraisse conforme au génie italien »⁴⁵.
- 21 Ainsi, la plupart des intellectuels français admettaient que l'Italie fasciste n'appartenait plus à l'aire culturelle européenne. Cependant les modérés nuançaient ce jugement, citaient les aspects positifs de l'expérience mussolinienne et espéraient que, par intérêt ou empirisme, le Duce se rapprocherait de la France. Cette entente régionale pourrait aboutir à une normalisation et réintroduire l'Italie dans le camp des nations fidèles aux racines du vieux continent. En revanche, d'autres observateurs plus radicaux ou plus avisés, souvent situés à gauche, mettaient en doute les possibilités de conversion dont était capable Mussolini et jugeaient celui-ci trop passionné, impérialiste, anti-français pour qu'un accord viable vît le jour. En tout cas, ceux qui niaient les possibilités d'évolution de l'Italie et ceux qui les espéraient se trouvaient d'accord sur un point fondamental : pour l'heure, l'Italie s'était retirée de la famille européenne. De la sorte, par un curieux paradoxe, Mussolini, qui se proclamait l'héritier de l'antique Rome, ne retenait que les aspects les plus extérieurs et négatifs de ce passé. Quant aux autres nations, anciennes sujettes de l'empire et filles de l'Église romaine, elles en apparaissaient comme les plus authentiques héritières. En effet, elles avaient intériorisé la dimension la plus importante du legs, le message moral et intellectuel, les principes d'une vie sociale fondée sur le droit. En somme, l'Italie moderne était en quelque sorte passée aux barbares et les anciens barbares étaient les véritables continuateurs de la romanité. Rome n'était plus dans Rome.

NOTES

1. Georges Duhamel, *Scènes de la vie future*, Paris, Mercure de France, 1930.
2. Georges Duhamel, *Au chevet de la civilisation*, Paris, Flammarion, 1938.
3. Robert Aron et Arnaud Dandieu, *Le cancer américain*, Paris, L'Âge d'Homme, 1931.
4. Maurice Martin du Gard, *Un Français en Europe*, Paris, Flammarion, 1935, p. 35.
5. Pierre de Nolhac, *L'idée latine*, 5 octobre 1933.
6. Gabriel Boissy, *L'idée latine*, 29 octobre 1933.
7. Cf. Ralph Schor, « *L'idée Latine : une revue du rapprochement franco-italien dans les années trente* », dans Jean-Baptiste Duroselle et Enrico Serra (dir.), *Italia, Francia e Mediterraneo*, Milan, Franco Angeli, 1990, p. 144-159.
8. Nicola Pende, *L'idée latine*, 15 janvier 1934.
9. Gabriel Hanotaux, *L'idée latine*, 7 mai 1934.
10. Louis Dumont-Wilden, *Discours à la nation européenne*, Paris, Gallimard, 1933, p. 58.
11. Gabriel Boissy, *L'idée latine*, 29 octobre 1933.
12. Élie Faure, « Découverte de l'archipel », *Nouvelle revue critique*, mai 1932, rééd. Paris, Livre de Poche, 1978, p. 247.
13. Pierre de Nolhac, *L'idée latine*, 15 octobre 1933.

14. Julien Benda, *Discours à la nation européenne*, Paris, Gallimard, 1933, p. 58.
15. Georges Duhamel, *L'avenir de l'esprit européen*, Institut universel de coopération intellectuelle, Paris, Stock 1934, p. 128.
16. Pierre Daye, *L'Europe en morceaux*, Paris, Éd. de la revue Plans, 1932, p. 7.
17. *L'avenir de l'esprit européen*, op. cit., p. 12.
18. Wladimir d'Ormesson, *Dans la nuit européenne*, Paris, Champion, 1923, p. 36-37.
19. Gaston Riou, *S'unir ou mourir*, Paris, Valois, 1929.
20. *L'avenir de l'esprit européen*, op. cit., p. 66.
21. Émile Borel, *L'unité européenne*, Comité français de coopération européenne, Paris, Turot, 1934, p. 25. Cf. Pierre Daye, *L'Europe en morceaux*, op. cit., p. 188.
22. Pierre Daye, *L'Europe en morceaux*, op. cit., p. 58.
23. Daniel Halévy, *Courrier d'Europe*, Paris, Grasset, 1932, p. 282, cité par Jérémy Guedj, *Le miroir des désillusions. Les Juifs de France et l'Italie fasciste (1922-1939)*, Paris, Classiques Garnier, 2011.
24. *L'avenir de l'esprit européen*, op. cit.
25. André Suarès, *Vues sur l'Europe*, Paris, Grasset, 1939, p. 56.
26. *Ibid.*, p. 216.
27. *Ibid.*, p. 81.
28. Christophe Poupault, *À l'ombre des faisceaux. Les voyages français dans l'Italie des chemises noires, 1922-1943*, Rome, École française de Rome, 2014.
29. Gaston Tessier, *L'aube*, 3 janvier 1935.
30. Henri Béraud, *Rendez-vous européens*, Paris, Éditions de France, 1928, p. 61.
31. *Le Temps*, 9 novembre 1926.
32. Gonzague de Reynold, *L'Europe tragique*, Paris, Spes, 1935, p. 295.
33. Georges Valois, *Le nouveau siècle*, 3 décembre 1925.
34. Georges Valois, *Le nouveau siècle*, 14 juillet 1926.
35. Alfred Mallet, *Le Figaro*, 2 novembre 1926.
36. Jean G. Lossier, *L'avenir de la latinité*, Paris, Nouvelles Éditions latines, 1936, p. 67.
37. Maurice Martin du Gard, *Un Français en Europe*, op. cit., p. 35.
38. Camille Aymard, *Le drame de la Méditerranée*, Paris, Baudinière, 1938, p. 165.
39. K.S. Chandan, *L'Europe à l'aube de 1936*, Paris, Publications France-Balkans, 1936, p. 25.
40. Alfred Vouillée, *Esquisse psychologique des peuples européens*, Paris, Alcan, 1921, p. 101.
41. André Suarès, *Vues sur l'Europe*, op. cit., p. 52.
42. Charles d'Ydevalle, *Vingt ans d'Europe*, Paris, Flammarion, 1939, p. 158.
43. Maurice Bedel, *Fascisme An VII*, Paris, Gallimard, 1929. Cf. Ralph Schor, « Maurice Bedel. Un écrivain français dans l'Italie de Mussolini en 1929 », *Recherches régionales*, juillet-septembre 2007.
44. André Suarès, *Vues sur l'Europe*, op. cit., p. 82.
45. *L'univers israélite*, juin 1939, cité par Jérémy Guedj, *Le miroir des désillusions...*, op. cit., p. 325.

RÉSUMÉS

Dans l'entre-deux-guerres, les intellectuels français, écrivains, journalistes, essayistes, sociologues, qui effectuaient souvent des voyages en Italie, observaient avec un vif intérêt la mise en place et le fonctionnement du régime fasciste. Ils s'interrogeaient sur la nature de cette expérience et se demandaient si elle s'accordait avec la tradition européenne. Cet examen

revêtait une dimension politique car, de la réponse donnée, dépendaient les possibilités de coopération internationale et, plus particulièrement, l'incarnation de l'unité latine si souvent invoquée. En somme, si l'Italie s'écarterait des racines culturelles du vieux continent et de l'héritage de la latinité, elle s'isolait de ses voisins, surtout de la France, et menaçait l'équilibre, voire la paix établie depuis 1918.

In the interwar period, French intellectuals, writers, journalists, columnists and sociologists regularly travelled to Italy, observing the construction and operation of the fascist regime with great curiosity. They questioned the nature of this experience, wondering whether it was in line with the European tradition. These investigations took on political undertones, as the answers brought to these questions carried implications for the possibility of international cooperation, and in particular of the long-invoked incarnation of Latin unity. The more Italy strayed away from the old continent's cultural roots and from the legacy of Latin identity, the more it isolated itself from its neighbors and from France in particular, threatening the region's balance and the peace that had been secured in 1918.

INDEX

Mots-clés : identité fasciste, intellectuels français, entre-deux-guerres, latinité

Keywords : fascist identity, French intellectuals, interwar years, Latin identity

AUTEUR

RALPH SCHOR

Ralph Schor est historien, ancien professeur d'histoire contemporaine à l'Université Nice Sophia Antipolis. Agrégé d'histoire, il a soutenu sa thèse d'État à Aix-en-Provence sous la direction de Pierre Guiral. Ses travaux portent essentiellement sur l'histoire de l'immigration, de l'antisémitisme et des années 1930 en France et plus récemment sur l'identité et la nation française. Son dernier ouvrage est intitulé *Le dernier siècle français, 1914-2014*, Paris, Perrin, 2016.